RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement

■ Séance du 19 Septembre 2016

1139

■ Marseille 13ème Création d'un bassin d'eau pluviale DELPRAT/FOURNACLE – Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative.

- Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la lutte contre le risque d'inondation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a réalisé des études pour la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales drainées par le ruisseau de la Croix Rouge à Marseille 13^{ème} située avenue Fournacle et le boulevard Delprat.

L'implantation du bassin de rétention est projetée sur la parcelle E0028 réservée au Plan Local d'Urbanisme n°42-302. L'exécutoire du bassin de rétention doit être raccordé sur une canalisation d'eau pluviale existante, mais localisé en domaine privé.

Compte tenu de l'intérêt de réaliser cette opération indispensable dans le cadre de sa mission de lutte contre les inondations et devant le refus constant de certains propriétaires d'autoriser le raccordement du bassin de rétention sur la canalisation d'eau pluviale existante, il convient de recourir à l'établissement d'une servitude administrative au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui l'autorisera à réaliser cette opération.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise le Président à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de lancer une procédure d'institution d'une servitude administrative pour la création d'un bassin de rétention situé avenue Fournacle et boulevard Delprat à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure d'institution d'une servitude administrative permettant d'autoriser la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à réaliser la création d'un bassin de rétention Delprat/Fournacle.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative telle que prévue par le Code de l'Expropriation.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concernant toutes exécutions de la présente délibération.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Eau et Assainissement

Roland GIBERTI